

Nouvel incident à Cattenom

Début février les responsables de la centrale nucléaire de Cattenom ont à nouveau dû faire état d'un incident technique. L'autorité de surveillance française n'a pas encore confirmé si le classement de l'incident au niveau 1, c'est-à-dire le niveau le plus faible, sera maintenu. Une barre ou grappe de commande (sur un ensemble de 65 grappes), qui permet de régler la puissance du réacteur, n'avait pas été relié à un système de surveillance qui aurait permis de déclencher, en cas de chute fortuite de la barre à l'intérieur du réacteur, un arrêt immédiat de la tranche. Les barres de contrôle renferment un matériau absorbant fortement les neutrons, tel que le cadmium ou le bore. Elles permettent, selon leur position plus ou moins haute dans le coeur, de régler la puissance de la réaction. Si l'incident en soi est considéré comme mineur par les exploitants de la centrale, il faut cependant constater que l'"anomalie" a persisté depuis le début de la mise en fonction du bloc 2 de Cattenom, c'est-à-dire depuis 14 années! EDF justifie le classement au niveau 1 par le fait qu'une chute fortuite est jugée invraisemblable. L'existence d'un système de surveillance spécifique laisse cependant penser que la probabilité d'un tel incident n'est pas nulle.

Staatsangehörigkeit: "beschnitten"?

Eingriffe in die Privatsphäre von AusländerInnen seitens der Behörden gehören mittlerweile zum Alltag. Dass dabei nicht nur moderne Technik zum Einsatz kommt, zeigt ein von "Spiegel Online" aufgegriffener Fall aus Trier. Dort unterzog im Dezember die Ausländerbehörde einen Asylbewerber einer Penis-Begutachtung mit dem Zweck, seine Staatsangehörigkeit festzustellen. Der Mann habe sich als Armenier ausgegeben, aber gefälschte Ausweise bei sich getragen, so die Ausländerbehörde. Die armenische Botschaft habe sich geweigert, den Mann aufzunehmen, und gefordert, zu untersuchen, ob der Mann beschnitten sei. Sei dies der Fall, so sei er kein Armenier. In der Tat sind 94 Prozent der Armenier Christen und daher unbeschnitten.

Bei der Begutachtung stellte sich heraus, dass der Mann beschnitten war. Doch wie abzusehen war, ließ sich daraus kein klares Ergebnis ableiten, und er wurde nicht abgeschoben. Laut Ausländerbehörde habe sich der Mann freiwillig der Prozedur unterzogen. Der Anwalt des Betroffenen dagegen erklärte, dem sei nicht so gewesen. Die Ausländerbeauftragte der Bundesregierung kritisierte die ganze Prozedur als "untauglich" und "unsachgemäß".

Grüne Strategien für 2004

Nach fast zwei Jahrzehnten Präsenz auf der politischen Bühne Luxemburgs zogen "Déi Gréng" anlässlich einer Pressekonferenz eine Art Bilanz ihrer politischen Identität. Eine interne Umfrage, gekoppelt mit Diskussionsrunden, zu denen VertreterInnen unterschiedlicher gesellschaftlicher Gruppierungen eingeladen waren, sowie eine Auswertung der 99er Wahlanalyse des CRP Gabriel Lippmann ergaben das Bild einer vor allem in Umwelt-, Transport-, Energie- und Gesellschaftsfragen als kompetent eingeschätzten Partei die im linken Parteienspektrum angesiedelt ist und deren Wirkungsgrad weit über die 300 eingeschriebenen Mitglieder hinausragt. Die Partei tue sich allerdings schwer mit dem sehr auf Personen bezogenen Luxemburger Wahlsystem. Um diesem Umstand etwas besser gerecht zu werden, wollen die Grünen beim nächsten Urnengang mit einer weiblich/männlichen Doppelspitze pro Wahlkreis antreten, so Viviane Loschetter, derzeitige Ko-Sprecherin der Partei. Dennoch behalte das Parteiprogramm seinen Stellenwert hinsichtlich der politischen Arbeit. Die programmatische Ausrichtung der Partei, so ihr Sprecherkollege Carlo De Toffoli, orientiere sich auch weiterhin am Thema Nachhaltigkeit, das ja mittlerweile auch von sämtlichen anderen Parteien aufgegriffen werde.

VIVANT BREVETABLE

Annoncer la couleur génétique!

Après l'avis de la Commission Nationale d'Ethique sur la directive des brevets sur le vivant, les différents partis sont censés annoncer la couleur. Dernières manoeuvres de diversion.

(roga) - Depuis que la discussion sur la biotechnologie a démarré au parlement voici 10 ans, les débats se sont déroulés sensiblement suivant le même scénario: grande cérémonie autour de "soutis d'ordre éthique" apparemment partagés par tous les partis, un nombre impressionnant d'entrevues et de réunions, des déclarations solennelles, ... le tout pour aboutir après quelques années au point de départ.

Un avis sinueux

Suite à l'avis de la Commission Nationale d'Ethique (CNE), les éternels nostalgiques de la directive insistent avec un certain culot qu'il n'y a pas eu d'unanimité auprès des sages. Cela bien que l'avis de la CNE soit sans équivoque. Une forte majorité, supposée être de plus de deux tiers, se rallie à ce pour quoi Greenpeace mène campagne depuis presque deux ans: non à la transposition de cette douteuse directive en droit national, demande de renégociation de l'ensemble de la directive, réflexions sur une éventuelle exclusion d'inventions relatives au domaine médical.

Il est surtout intéressant de noter que la CNE va bien au-delà

de la timide motion de Mady Delvaux qui s'était limitée à demander la renégociation sur le point bien délimité du génome et du corps humain. Bien que leur mandat eut été limitée au seul aspect humain, la CNE conteste la brevetabilité du vivant en général.

"Grethenstein" reste de marbre

La réunion de la commission d'éthique du parlement de mardi dernier avait le mérite de faire tomber les derniers masques d'éthique que les défenseurs d'un néolibéralisme scientifique et industriel avaient perfidement endossés par-dessus leur position arrêtée. Il est dès lors évident que le parti de M. Grethen, unique formation qui ne s'est pas encore prononcée contre la directive, ne lâche pas prise. A moins que de timides sceptiques comme le ministre de l'environnement Charles Goerens ne refassent surface.

On ne peut que spéculer sur les pressions qui s'exercent en coulisse. Si certains milieux veulent promouvoir la filière biotechnologique comme nouveau créneau économique du Luxembourg, il n'y a qu'à analyser l'affaire Kralowetz pour évaluer vers quels horizons une niche précaire, dans laquelle notre pays ne dispose que de très peu de compétences de contrôle, risque de mener à moyen terme.

Position mitigée également chez les chrétiens-sociaux, où tout de même Patrick Santer se trouve quelque peu isolé. Le jour même de la réunion citée, le secrétariat général du PCS a

constaté que la position de "beaucoup de membres" est confirmée par l'avis de la CNE et il a recommandé la voie de la renégociation.

Le prochain rendez-vous sera pour le 19 février. A cette date, la commission parlementaire analysera si la proposition de modification minimaliste de M. Santer jr. suffira pour transposer la directive, quitte à ce que d'autres membres en viennent à proposer des modifications plus substantielles. En tous cas, la triade Grethen-Rippinger-Durdu semble déterminée à transposer à tout prix la directive et à éviter que la première demande de renégociation n'émane du Grand-Duché.

A l'ordre du jour figurera pour la n-ième fois la fameuse motion de Mady Delvaux du 11 juillet de l'année dernière. Notons que le président de la commission d'éthique, le pauvre M. Rippinger, s'était clairement avancé dans le sens de promouvoir la motion de Mady Delvaux. Entretemps, un briefing de son patron l'a fait revenir sur la voie de son Maître, puisqu'à chaque fois, il omet de revenir sur la motion en question. Les promoteurs d'une demande de renégociation n'attendront sans doute pas le premier anniversaire pour remettre à l'ordre du jour un sujet perfidement mis en veilleuse. Il est définitivement temps que tout un chacun annonce sa couleur génétique!

AUTOBAHNÜBERWACHUNG

Lotse ohne Kompass

Seit fast zehn Jahren werkt die Straßenbauverwaltung an dem Verkehrsüberwachungssystem CITA - ein ambitioniertes Projekt, das sich aber durch mangelnde politische Führung auszeichnet, so ein rezentes Audit.

(rw) - Seit fünf Jahren sorgt das CITA-Projekt zur elektronischen Überwachung und Informationsverbreitung auf den Autobahnen immer wieder für Gespräch. Am Donnerstag vor einer Woche wurden nun in der parlamentarischen Kommission für öffentliche Bauten die Resultate eines externen Audits präsentiert, die erneut Zweifel am Finanzierungsmodus dieses Projektes aufkommen lassen.

Fehlende legale Basis

Angefangen hatte alles 1997: Die Rechnungskammer weigerte sich, finanziellen Verpflichtungen, die das Bautenministerium in Bezug auf das CITA-Projekt eingegangen war, nachzugehen.

Der Grund: Obwohl die seit 1993 getätigten Ausgaben die Grenze überschritten, ab der laut Verfassung ein Gesetz zu schaffen ist, gab es keine gesetzliche Grundlage. Der damalige Bautenminister Robert Goebbels (LSAP) wollte die Finanzierung einfach über den Straßenbaufonds abwickeln.

Das sorgte für Aufregung, genauso wie die Praxis, Arbeitsplätze mittels dubiosen Zeitverträgen zu besetzen. So wurde das CITA-Projekt zu einem der zahlreichen "Dysfunktion-

nementer"-Dossiers. Statt aber nun nachträglich für reinen Tisch zu sorgen und, wie es die "Chambre des comptes" forderte, ein eigenes Gesetzesprojekt vorzulegen, wurde im Mai 1998 nur ein Zusatzartikel in die Reform des "Fonds des Routes"-Gesetzes aufgenommen. Im "exposé des motifs" wurden die Kosten des Projekts auf eine Milliarde Franken geschätzt.

Zahlungsrückstände

Das schon von November 2000 datierende Audit der Firma Algoé zeigt drei Fakten deutlich auf. Erstens: Die eine Milliarde wird nicht reichen. Denn allein das ursprüngliche Projekt kostet bereits 1,457 Milliarden LUF. Hinzu kommen jedoch die Ausweitungen des Projekts (wie die Einbeziehung der Nordstraße oder der neuen Autobahntunnel in das CITA-Netz) und andere unvorhergesehene Arbeiten in Höhe von 757.000 Millionen. Diese "anderen Arbeiten" betreffen zum Beispiel das Verlegen eines neuen Kabelnetzes durch die Post. Es hatte sich herausgestellt, dass das Vorhaben, ein eigenes Telekommunikationsnetz zu installieren, nicht realisierbar war. Kostenpunkt: 240 statt der vorgesehenen 95 Millionen.

Zweitens: Der Zeitplan für die Umsetzung des Projekts konnte nicht eingehalten werden. Dies führte zu einer "démobilisation des fournisseurs", die Zahlungen erfolgten mit beträchtlicher Verspätung. Und drittens: Es fehlt eine Entscheidungsinstanz, die nicht nur einen Verkehrsverwaltungsplan ausarbeiten, sondern das gesamte Projekt managen

würde. Die Straßenbauverwaltung konnte deshalb bislang nach Gutdünken schalten und walten. Algoé spricht nun erneut von "dysfonctionnements": "au niveau de la maîtrise d'ouvrage au niveau de l'équipe projet et du chef de projet, au niveau des partenaires en raison du déficit d'implication". Und schlussfolgert: "L'absence de processus de décision politique et la faiblesse du dispositif de suivi explique aujourd'hui l'incompréhension par rapport aux dérives et dérapages du projet qui sont tous motivés et explicables."

Der Ministerin schwebt nun eine interministerielle Leitung unter dem gemeinsamen Input etwa von Straßenbau-, Transport- und Innenministerium vor. Erna Hennicot-Schoepges schloss in der Sitzung von vergangener Woche die Vorlage eines Gesetzesprojekts nicht aus. Damit wäre zumindest nachträglich den zahlreichen Kritiken Rechnung getragen, dass ein Projekt in Milliardenhöhe am Parlament vorbei finanziert wurde. Wenig thematisiert wurde dagegen bislang der Aspekt der Unterhaltskosten für das CITA-Netz. Dabei hatte schon 1998 die Spezialkommission "Dysfonctionnement" Kritik an der Praxis geäußert, kontinuierliche Instandhaltungsarbeiten mittels "marchés de gré à gré" an Privatfirmen abzugeben, und für die Zukunft öffentliche Ausschreibungen gefordert. Im vorgelegten Audit ist aber erneut von "marchés de gré à gré" die Rede.

